

Webinaire

Sextage chez les jeunes : vigilance, diligence et bienveillance

8 h 00	Accueil
8 h 30	Mots d'ouverture
8 h 40	SEXTO, suivi d'implantation de l'approche Me Maxime Ouellette, <i>Procureur aux poursuites criminelles et pénales, Responsable du projet Sexto, Bureau des affaires de la Jeunesse (St-Jérôme)</i>
	Évaluation du programme sexto, résultats Rachel Couture, <i>Conseillère en évaluation des programmes à la Direction générale adjointe de l'audit interne, des enquêtes et de l'inspection (DGAAIEI).</i>
9 h 25	Cyber, suivre les tendances Sabrina Millette, <i>Sergente-Enquêtrice, Division des enquêtes spécialisées en cybercriminalité, Service des enquêtes spécialisées en cybercriminalité et crimes financiers</i>
10 h 10	Pause-santé
10 h 25	Novation : Projet Alterados Karolane Farrier, <i>Regroupement des maisons des jeunes du Québec (RMJQ)</i> et Valérie Cyr-Cayouette, <i>Coordonnatrice-adjointe, MDJ Le Reflet</i>
10 h 55	Novation : Intervenir en milieu scolaire sur le sextage et les cyber conflits! Élise Dupras, <i>Intervenante délinquance Cyber-Enjeux, École secondaire Monseigneur-Richard</i>
11 h 25	Un cadre légal qui évolue, impact du projet de loi 73 Me Joanny H. Saint-Pierre, <i>Procureure aux poursuites criminelles et pénales</i> <i>Coordonnatrice provinciale du Comité de concertation en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet Bureau des mandats organisationnels</i>
11 h 55	Mot de la fin

Webinaire

Sextage chez les jeunes : vigilance, diligence et bienveillance

SEXTO, suivi d'implantation de l'approche / Évaluation du programme sexto, résultats

Maxime Ouellette et Rachel Couture



Maxime Ouellette

Membre du Barreau depuis 2012, Me Ouellette a œuvré comme procureur au Directeur des poursuites criminelles et pénales, principalement au Bureau des affaires de la jeunesse. Me Ouellette travaille actuellement au Bureau des affaires de la jeunesse de Saint-Jérôme et il agit à titre de coordonnateur du projet Sexto depuis son avènement, en janvier 2016. Me Ouellette a participé activement au développement et au déploiement provincial du projet Sexto, qui fait désormais partie du *Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025*, du gouvernement du Québec.

Rachel Couture

Ph. D., conseillère experte en évaluation de programme au ministère de la Sécurité publique, Direction générale de l'audit interne, des enquêtes, de l'inspection et de l'évaluation de programme, Ministère de la Sécurité publique.

Cyber, suivre les tendances

Sabrina Millette

Sergente-Enquêteuse, Division des enquêtes spécialisées en cybercriminalité, Service des enquêtes spécialisées en cybercriminalité et crimes financiers

Novation : Projet Alterados

Karolane Farrier et Valérie Cyr-Cayouette

Karolane Farrier

Récréologue de formation, elle a été animatrice jeunesse pendant plus de 10 ans et évolue dans les milieux jeunesse depuis plusieurs années. Passionnée par l'engagement des jeunes, elle occupe le poste de chargée de projet au Regroupement des maisons des jeunes du Québec.

Webinaire

Sextage chez les jeunes : vigilance, diligence et bienveillance

Valérie Cyr-Cayouette

Intervenante en Maison des Jeunes depuis plus de 15 ans. Également formatrice régionale pour la Gaspésie et les îles pour Formados, des formations sur mesure pour les travailleurs en MDJ.

Novation : Intervenir en milieu scolaire sur le sextage et les cyber conflits!

Élise Dupras

Intervenante en délinquance de formation, a élargi son expertise en devenant intervenante en cyber-enjeux dès la rentrée 2022. Elle offre un accompagnement complet aux jeunes, les écoutant, les soutenant et intervenant face aux défis numériques tels que la cyberintimidation, les conflits en ligne, les enjeux liés au droit à l'image, le sextage, la cyberdépendance et bien d'autres. Son rôle novateur, créé en 2022, est unique au Québec, témoignant de son engagement envers la sécurité et le bien-être des jeunes dans l'espace numérique.



Un cadre légal qui évolue, impact du projet de loi 73

Joanny Saint-Pierre

Est membre du barreau depuis 2006. Elle a toujours pratiqué au sein du DPCP, principalement en Estrie, avant de se joindre à l'équipe qui traite de l'intérêt légitime des victimes en septembre 2019. Dès le début de sa carrière, elle traite des dossiers d'entente multisectorielle. Au fil des ans, elle se spécialise dans les dossiers de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet (ESEI).

Depuis 2019, M^e St-Pierre agit comme coordonnatrice provinciale du Comité de concertation sur l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet et en dirige les travaux. Elle coordonne le traitement de ces dossiers, en plus d'offrir de la formation, tant aux procureur(e)s qu'aux policiers(-ières). Elle est sollicitée pour faire partie de groupes de travail lorsque les enjeux touchent, de près ou de loin, à des questions en lien avec l'ESEI. Elle représente le DPCP sur de nombreux comités internes et externes en lien avec la prise en compte de l'intérêt légitime des victimes mineures d'ESEI.